

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1984 B 09505 Numéro SIREN : 330 568 338 Nom ou dénomination : 4 EN 1
--

Ce dépôt a été enregistré le 27/04/2022 sous le numéro de dépôt 39472



20220394722020

DATE DEPOT : 27/04/2022

N° DE DEPOT : 39472

N° GESTION : 1984B09505

N° SIREN : 330568338

DENOMINATION : 4 EN 1

ADRESSE : 8 RUE PHILIPPE DE GIRARD 75010 PARIS

MILLESIME : 2020

CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL

SAS 4 EN 1

Siège social : 8 RUE PHILIPPE DE GIRARD 75010 PARIS
SAS au capital de 282 031 euros - Siret 33056833800017 - APE 4511Z

**TEXTE DE LA RÉSOLUTION D'AFFECTATION PROPOSÉE À
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 29 JUIN 2021
ARTICLE 44 - DÉCRET 83 - 1020 DU 29 NOVEMBRE 1983**

Exercice clos le 31/12/2020

Seconde résolution

Les comptes présentés font ressortir un montant total à disposition de l'assemblée de 704 940,24 euros qui se compose des éléments suivants :

Bénéfice de l'exercice clos le 31/12/2020	50 525,02
Report à nouveau	454 415,22
Réserves distribuables	200 000,00
Total	704 940,24

L'affectation du résultat sera la suivante :

Distribution de dividendes	
Réserves relatives à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivant	
Autres réserves	200 000,00
Report à nouveau	504 940,24
Total	704 940,24

Conformément à la loi, il est rappelé que les distributions faites au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Dividende distribué	Part éligible à l'abattement
2019	néant	néant
2018	néant	néant
2017	néant	néant

Le taux d'abattement est de 40 % pour les distributions réalisées depuis le 1er janvier 2006.

Greffier du Tribunal
de commerce
28 AVR. 2022
Sous le N° 039672

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

SAS 4 EN 1

Siège social : 8 RUE PHILIPPE DE GIRARD 75010 PARIS
SAS au capital de 282 031 euros - Siret 33056833800017 - APE 4511Z

**RÉSOLUTION D'AFFECTATION ADOPTÉE À
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 29 JUIN 2021
ARTICLE 44 - DÉCRET 83 - 1020 DU 29 NOVEMBRE 1983**

Exercice clos le 31/12/2020

Seconde résolution

Les comptes présentés font ressortir un montant total à disposition de l'assemblée de 704 940,24 euros qui se compose des éléments suivants :

Bénéfice de l'exercice clos le 31/12/2020	50 525,02
Report à nouveau	454 415,22
Réserves distribuables	200 000,00
Total	704 940,24

L'affectation du résultat sera la suivante :

Distribution de dividendes	
Réserves relatives à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivant	
Autres réserves	200 000,00
Report à nouveau	504 940,24
Total	704 940,24

Conformément à la loi, il est rappelé que les distributions faites au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Dividende distribué	Part éligible à l'abattement
2019	néant	néant
2018	néant	néant
2017	néant	néant

Le taux d'abattement est de 40 % pour les distributions réalisées depuis le 1er janvier 2006.

~~CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL~~

SAS 4 EN 1

8 RUE PHILIPPE DE GIRARD

75010 PARIS

SIRET 33056833800017 - APE 4511Z

COMPTES ANNUELS

au

31 décembre 2020

EGIDE CLB

73 Boulevard Magenta, 75010 PARIS

Téléphone : 0142401313

ATTESTATION

1. DESTINATAIRES

Les destinataires du présent rapport sont les dirigeants de l'entreprise SAS 4 EN 1.

2. MISSION

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels qui nous a été confiée par l'entreprise SAS 4 EN 1, nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes. Cette mission ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 1 janvier 2020 au 31 décembre 2020 et présentent les caractéristiques suivantes :

Total du bilan :	2 721 693 EUR
Chiffre d'affaires ht :	5 596 271 EUR
Résultat de l'exercice :	50 525 EUR

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à PARIS

Le 29 juin 2021



Camille Lawson-Body
Expert-Comptable

EGIDE CLB

73 Boulevard Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

1 janvier 2020 au 31 décembre 2020

EGIDE CLB

73 Boulevard Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2020			Exercice clos le
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/20	31/12/19
Capital souscrit - non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	2 323	2 323		
Fonds commercial	77 749		77 749	77 749
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	214 788	159 410	55 378	78 754
Installations techniques, matériel et outillage industriels	23 242	19 519	3 722	4 947
Autres immobilisations corporelles	100 072	53 889	48 183	215 647
Autres immobilisations corporelles en cours	102 000		102 000	9 500
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations	21		21	21
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	44 210		44 210	44 210
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	564 404	235 141	329 263	430 829
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	552 628	19 424	533 203	544 983
Avances et acomptes versés sur commandes	93		93	441
Créances				
Clients et comptes rattachés	228 517	421	228 095	148 959
Autres créances	835 482		835 482	1 077 648
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	792 321		792 321	42 947
Charges constatées d'avance	3 235		3 235	2 528
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 412 276	19 846	2 392 430	1 817 504
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	2 976 680	254 987	2 721 693	2 248 332

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/20	Exercice clos le 31/12/19
CAPITAUX PROPRES		
Capital	282 031	282 031
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	28 203	28 203
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres	200 000	200 000
Report à nouveau	454 415	419 284
Résultat de l'exercice	50 525	35 131
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 015 174	964 649
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (II)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	560 227	118 879
Emprunts et dettes financières diverses	407 364	366 857
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 406	18 076
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	534 263	592 609
Dettes fiscales et sociales	170 938	179 390
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	31 301	7 873
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	1 706 519	1 283 683
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES D'EVALUATION PASSIF (IV)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	2 721 693	2 248 332

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	5 115 561	5 689 376	(573 814)	-10%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	480 710	421 013	59 697	14%
Montant net du chiffre d'affaires	5 596 271	6 110 388	(514 117)	-8%
dont à l'exportation	9 095		9 095	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	1 500	500	1 000	200%
Repenses sur provisions (et amortissements), transferts de charges	69 338	35 802	33 533	94%
Autres produits	784	5 701	(4 917)	-86%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	5 667 891	6 152 392	(484 501)	-8%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	4 212 441	4 559 180	(346 739)	-8%
Variation de stock	61 588	116 583	(54 995)	-47%
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	521 858	617 210	(95 352)	-15%
Impôts, taxes et versements assimilés	17 774	37 349	(19 575)	-52%
Salaires et traitements	407 922	430 440	(22 518)	-5%
Charges sociales	165 501	158 502	6 999	4%
Dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	51 873	38 414	13 258	35%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	19 848	69 233	(49 387)	-71%
Dotations aux provisions				
Autres charges	(557)	2 083	(2 641)	-127%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	5 458 044	6 028 994	(570 950)	-9%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	209 846	123 397	86 449	70%
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Perles ou bénéfice transféré (IV)				
TOTAL QUOTE-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS EN COMMUN (III - IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés		18	(18)	-100%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		18	(18)	-100%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	9 010	7 663	1 347	18%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	9 010	7 663	1 347	18%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(9 010)	(7 645)	(1 365)	-18%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - V + V - VI)	200 837	115 753	85 084	74%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Variation
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	40		40
Sur opérations en capital	45 000		45 000
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	45 040		45 040
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	(39 116)	63 579	(102 695) -162%
Sur opérations en capital	232 234		232 234
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	193 118	63 579	129 539 204%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(148 078)	(63 579)	(84 499) -133%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (IX)			
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (X)	2 234	17 043	(14 809) -87%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	5 712 931	6 152 409	(439 479) -7%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	5 662 406	6 117 279	(454 873) -7%
BÉNÉFICE OU PERTE	50 525	35 131	15 394 44%

ANNEXE

1 janvier 2020 au 31 décembre 2020

EGIDE CLB

73 Boulevard Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité

A la date d'établissement des comptes, l'entreprise n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois mis en action un plan de continuation de l'activité en utilisant les mesures suivantes :

- Recours à l'activité partielle
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêt des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2020 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels	5 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

6. Engagements en matière de retraite

La législation Française prévoit que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. L'engagement correspondant aux droits à indemnité de départ en retraite n'est pas provisionné dans les comptes sociaux.

Le montant de cet engagement à la clôture de l'exercice, évalué selon la méthode actuarielle tient compte des salaires projetés de fin de carrière.

Les principales hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

Départ volontaire à 65 ans

Taux d'actualisation de 0,68%

Taux de progression des salaires (inflation incluse) de 1%.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation logique Valeur d'origine en fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mise hors service		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations Incorporelles	80 072					80 072	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	80 072					80 072	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction	214 788					214 788	
Installations techniques, matériel et outillage ind	23 242					23 242	
Installations générales, agencements divers	218 526		39 150		181 488	77 188	
Matériel de transport	13 434		50 691		50 691	13 434	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	35 148				25 698	9 450	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours	9 500		92 500			102 000	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	515 637		182 341		257 877	440 101	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	21					21	
Autres titres Immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	44 210					44 210	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	44 231					44 231	
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	(639 840)		182 341		257 877	(544 404)	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situation et mouvement de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions amortissements entrant en cessation d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	136 034	23 376		159 410
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	18 294	1 225		19 519
Inst. générales, agencements, aménagements divers	37 510	22 019	21 511	38 018
Matériel de transport	3 892	2 578	28	6 542
Matériel de bureau et Informatique, mobilier	10 959	2 475	4 104	9 330
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	206 789	51 673	25 643	232 819
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	209 112	51 673	25 643	235 142

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situation et mouvement de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations			Reprises			Mouvement net en fin d'exercice
	Differential de durée	Mode dégressif	Fiscal exception	Differential de durée	Mode dégressif	Fiscal exception	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. générales, agencements et aménagements des							
Inst. techniques, matériel et outillage industriel							
Inst. générales, agencements, aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)							

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur Immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	69 233	19 424	69 233	19 424
Dépréciation sur comptes clients		421		421
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	69 233	19 424	69 233	19 424

FONDS COMMERCIAL

Eléments	Valeur nette	Durée d'amortissement
Fonds de commerce	77 749	N/A
TOTAL	77 749	

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an ou plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	44 210		44 210
Clients douteux ou litigieux	506	506	
Autres créances clients	228 011	228 011	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 972	3 972	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 540	3 540	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	29 749	29 749	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	78	78	
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés	691 135	691 135	
Débiteurs divers	107 008	107 008	
Charges constatées d'avance	3 235	3 235	
TOTAL DES CRÉANCES	1 111 442	1 067 224	44 210

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenus	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou du dernier exercice écoulé)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
NEANT									
TOTAL									

TITRES IMMOBILISÉS DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE (TIAP)

Décomposition de la valeur estimative	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées :						
Au coût de revient						
Au cours de bourse						
D'après la situation nette						
D'après la situation nette ré-estimée						
D'après une valeur de rendement ou de rentabilité						
D'après d'autres méthodes						
VALEUR ESTIMATIVE DU PORTEFEUILLE						

CAPITAL SOCIAL

	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	18 475			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	591	591		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	559 638	458 777	91 354	9 505
Emprunts et dettes financières divers	112 824	112 824		
Fournisseurs et comptes rattachés	534 263	534 263		
Personnel et comptes rattachés	48 022	48 022		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	93 037	93 037		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	10 442	10 442		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	19 436	19 436		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	294 560	294 560		
Autres dettes	31 301	31 301		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	1 674 113	1 603 251	91 354	9 505

PRESENTATION DE LA DETTE COVID

Nature des dettes	2019	2020		
		Total	dont COVID	Hors COVID
Dettes				
Dettes financières				
> Emprunts	118 350	109 636	8 776	100 860
> PGE		450 000	450 000	
Dettes sociales				
> URSSAF	19 884	52 725	31 162	21 563
> RETRAITE	6 493	8 040	2 605	8 752

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total au 31/12/2020	Total au 31/12/2019
Prestations de services	281 937		281 937	342 116
Ventes de motos et accessoires	5 106 466	9 095	5 115 561	5 689 376
Commissions	130 685		130 885	66 963
Mise à disposition de personnels	60 266		60 266	
autres	7 822		7 822	11 933
TOTAL	5 587 176		5 587 176	6 110 388

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Indemnités de fin de carrière à verser	101 240
Valeur probable des indemnités à verser	69 370
Valeur actuelle probable des indemnités à verser	57 481
Dette actuarielle	10 900

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	3 235
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	3 235

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	591
Emprunts et dettes financières divers	644
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 771
Dettes fiscales et sociales	94 075
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	28 538
TOTAL CHARGES À PAYER :	196 019

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	72 319
Autres créances	107 526
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR :	179 845

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés pour l'exercice à la somme de 3 600 €

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL GÉNÉRAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

	Redevances payées à l'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	À l'ouverture	De l'exercice	À l'ouverture	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	5 033	5 033	13 959	44 985		
Immobilisations en cours						
TOTAL GÉNÉRAL	5 033	5 033	13 959	44 985		

EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2020 est de 11 salariés

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFIP N° 2059-G 2021

N° de dépôt
[]

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)



(1)

Néant * ☐

EXERCICE CLOS LE

3 1 1 2 2 0 2 0

N° SIRET

3 3 0 5 6 8 3 3 8 0 0 0 1 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SAS 4 EN 1

ADRESSE (voie)

8 RUE PHILIPPE DE GIRARD

CODE POSTAL

75010

VILLE

PARIS

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE

P5

0

Forme juridique	[]	Dénomination	[]
N° SIREN (si société établie en France)	[]	% de détention	[]
Adresse :	N° []	Voie	[]
	Code Postal []	Commune	[]
		Pays	[]
Forme juridique	[]	Dénomination	[]
N° SIREN (si société établie en France)	[]	% de détention	[]
Adresse :	N° []	Voie	[]
	Code Postal []	Commune	[]
		Pays	[]
Forme juridique	[]	Dénomination	[]
N° SIREN (si société établie en France)	[]	% de détention	[]
Adresse :	N° []	Voie	[]
	Code Postal []	Commune	[]
		Pays	[]
Forme juridique	[]	Dénomination	[]
N° SIREN (si société établie en France)	[]	% de détention	[]
Adresse :	N° []	Voie	[]
	Code Postal []	Commune	[]
		Pays	[]
Forme juridique	[]	Dénomination	[]
N° SIREN (si société établie en France)	[]	% de détention	[]
Adresse :	N° []	Voie	[]
	Code Postal []	Commune	[]
		Pays	[]
Forme juridique	[]	Dénomination	[]
N° SIREN (si société établie en France)	[]	% de détention	[]
Adresse :	N° []	Voie	[]
	Code Postal []	Commune	[]
		Pays	[]
Forme juridique	[]	Dénomination	[]
N° SIREN (si société établie en France)	[]	% de détention	[]
Adresse :	N° []	Voie	[]
	Code Postal []	Commune	[]
		Pays	[]
Forme juridique	[]	Dénomination	[]
N° SIREN (si société établie en France)	[]	% de détention	[]
Adresse :	N° []	Voie	[]
	Code Postal []	Commune	[]
		Pays	[]

IMPORTANT : Ne pas adresser ce formulaire à l'administration fiscale sous forme imprimée. Les données de ce formulaire doivent être télétransmises.

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Michel BONNEMAISON

*Expert Comptable
Commissaire aux comptes*

48, AVENUE MARCEAU
94340 JOINVILLE-LE-PONT

TEL : 01 43 79 99 20

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

SAS 4 EN 1

Société par actions simplifiée au capital de 282 031 euros

Siège Social : 8, rue Philippe de Girard
75010 PARIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport sur les comptes annuels

Bilan, compte de résultat, annexe comptable

Rapport spécial sur les conventions réglementées

SAS 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

SAS 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la SAS 4 EN 1

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société SAS 4 EN 1 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

SAS 4 EN 1

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidence et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

SAS 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

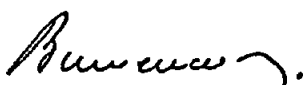
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Joinville-le-Pont, le 2 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes,


Michel BONNEMAISON

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2020			Exercice clos le
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/20	31/12/19
Capital souscrit - non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	2 323	2 323		
Fonds commercial	77 749		77 749	77 749
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	214 788	159 410	55 378	78 754
Installations techniques, matériel et outillage industriels	23 242	19 519	3 722	4 947
Autres immobilisations corporelles	100 072	53 889	46 183	215 647
Autres immobilisations corporelles en cours	102 000		102 000	9 500
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations	21		21	21
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	44 210		44 210	44 210
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	564 404	235 141	329 263	430 829
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	552 628	19 424	533 203	544 983
Avances et acomptes versés sur commandes	93		93	441
Créances				
Clients et comptes rattachés	228 517	421	228 095	148 959
Autres créances	835 482		835 482	1 077 648
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	792 321		792 321	42 947
Charges constatées d'avance	3 235		3 235	2 526
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 412 276	19 846	2 392 430	1 817 504
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	2 976 680	254 987	2 721 693	2 248 332

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/20	Exercice clos le 31/12/19
CAPITAUX PROPRES		
Capital	282 031	282 031
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	28 203	28 203
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres	200 000	200 000
Report à nouveau	454 415	419 284
Résultat de l'exercice	50 525	35 131
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 015 174	964 649
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (II)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	560 227	118 879
Emprunts et dettes financières diverses	407 384	366 857
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 406	18 076
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	534 263	592 609
Dettes fiscales et sociales	170 938	179 390
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	31 301	7 873
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	1 706 519	1 283 683
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES D'EVALUATION PASSIF (IV)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	2 721 693	2 248 332

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	5 115 561	5 689 376	(573 814)	-10%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	480 710	421 013	59 697	14%
Montant net du chiffre d'affaires	5 596 271	6 110 388	(514 117)	-8%
dont à l'exportation	9 095		9 095	
Production stockée				
Production Immobilisée				
Subvention d'exploitation	1 500	500	1 000	200%
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	69 336	35 802	33 533	94%
Autres produits	784	5 701	(4 917)	-86%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	5 667 891	6 152 392	(484 501)	-8%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	4 212 441	4 559 180	(346 739)	-8%
Variation de stock	61 588	116 583	(54 995)	-47%
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	521 858	617 210	(95 352)	-15%
Impôts, taxes et versements assimilés	17 774	37 349	(19 575)	-52%
Salaires et traitements	407 922	430 440	(22 518)	-5%
Charges sociales	165 501	158 502	6 999	4%
Dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	51 673	38 414	13 258	35%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	19 848	69 233	(49 387)	-71%
Dotations aux provisions				
Autres charges	(557)	2 083	(2 641)	-127%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	5 458 044	6 028 994	(570 950)	-9%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	209 846	123 397	86 449	70%
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Pertes ou bénéfice transféré (IV)				
TOTAL QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS EN COMMUN (III - IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		18	(18)	-100%
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		18	(18)	-100%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	9 010	7 663	1 347	18%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	9 010	7 663	1 347	18%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(9 010)	(7 645)	(1 385)	-18%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - V + VI)	200 837	115 753	85 084	74%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	40		40	
Sur opérations en capital	45 000		45 000	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	45 040		45 040	
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	(39 116)	63 579	(102 695)	-162%
Sur opérations en capital	232 234		232 234	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	193 118	63 579	129 539	204%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(148 078)	(63 579)	(84 499)	-133%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (IX)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (X)	2 234	17 043	(14 809)	-87%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	5 712 931	6 152 409	(439 479)	-7%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	5 662 406	6 117 279	(454 873)	-7%
BÉNÉFICE OU PÉRTE	50 525	35 131	15 394	44%

ANNEXE

1 janvier 2020 au 31 décembre 2020

EGIDE CLB

73 Boulevard Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité

A la date d'établissement des comptes, l'entreprise n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois mis en action un plan de continuation de l'activité en utilisant les mesures suivantes :

- Recours à l'activité partielle
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêt des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2020 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels	5 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

6. Engagements en matière de retraite

La législation Française prévoit que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. L'engagement correspondant aux droits à indemnité de départ en retraite n'est pas provisionné dans les comptes sociaux.

Le montant de cet engagement à la clôture de l'exercice, évalué selon la méthode actuarielle tient compte des salaires projetés de fin de carrière.

Les principales hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

Départ volontaire à 65 ans

Taux d'actualisation de 0,68%

Taux de progression des salaires (inflation incluse) de 1%.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine en fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	80 072					80 072	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	80 072					80 072	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, egenc- des construction	214 788					214 788	
Installations techniques, matériel et outillage ind	23 242					23 242	
Installations générales, agencements divers	219 526		39 150		181 488	77 188	
Matériel de transport	13 434		50 691		50 691	13 434	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	35 148				25 698	9 450	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours	9 500		92 500			102 000	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	515 637		182 341		257 877	440 101	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	21					21	
Autres titres Immobilisés							
Prêts et autres Immobilisations financières	44 210					44 210	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	44 231					44 231	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	639 940		182 341		257 877	584 401	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situation et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	136 034	23 378		159 410
Inst. techniques, matériel et outillage Industriel	18 294	1 225		19 519
Inst. générales, agencements, aménagements divers	37 510	22 019	21 511	38 018
Matériel de transport	3 992	2 578	28	6 542
Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 959	2 475	4 104	9 330
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	206 789	51 673	25 643	232 819
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	209 112	51 673	25 643	233 141

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situation et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Déductions			Reprises			Mouvement net en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Fiscal exception	Différentiel de durée	Mode dégressif	Fiscal exception	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. générales, agencements et aménagements des							
Inst. techniques, matériel et outillage industriel							
Inst. générales, agencements, aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)							

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations Incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	69 233	19 424	69 233	19 424
Dépréciation sur comptes clients		421		421
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	69 233	19 845	69 233	19 845

FONDS COMMERCIAL

Eléments	Valeurs netes	Durée d'amortissement
Fonds de commerce	77 749	N/A
TOTAL	77 749	

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	44 210		44 210
Clients douteux ou litigieux	506	506	
Autres créances clients	228 011	228 011	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 972	3 972	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 540	3 540	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	29 749	29 749	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	78	78	
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés	691 135	691 135	
Débiteurs divers	107 008	107 008	
Charges constatées d'avance	3 235	3 235	
TOTAL DES CRÉANCES	1 057 224	1 057 224	44 210

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors du dernier exercice écoulé	Résultats (pénalités ou du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
NEANT									
TOTAL									

TITRES IMMOBILISÉS DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE (TIAP)

Décomposition de la valeur estimative	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées :						
Au coût de revient						
Au cours de bourse						
D'après la situation nette						
D'après la situation nette ré-estimée						
D'après une valeur de rendement ou de rentabilité						
D'après d'autres méthodes						
VALEUR ESTIMATIVE DU PORTEFEUILLE						

CAPITAL SOCIAL

	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	18 475			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour Implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	591	591		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	559 636	458 777	91 354	9 505
Emprunts et dettes financières divers	112 824	112 824		
Fournisseurs et comptes rattachés	534 263	534 263		
Personnel et comptes rattachés	48 022	48 022		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	93 037	93 037		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	10 442	10 442		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	19 436	19 436		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	294 560	294 560		
Autres dettes	31 301	31 301		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	1 704 113	1 604 254	91 354	9 505

PRESENTATION DE LA DETTE COVID

Nature des dettes	2019	2020		
		Total	dont COVID	Hors COVID
Dettes				
Dettes financières				
> Emprunts	118 350	109 636	8 776	100 860
> PGE		450 000	450 000	
Dettes sociales				
> URSSAF	19 884	52 725	31 162	21 563
> RETRAITE	6 493	8 040	2 605	6 752

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total au 31/12/2020	Total au 31/12/2019
Prestations de services	281 937		281 937	342 116
Ventes de motos et accessoires	5 106 466	9 095	5 115 561	5 689 376
Commissions	130 685		130 685	66 963
Mise à disposition de personnels	60 266		60 266	
autres	7 822		7 822	11 933
TOTAL	5 587 176		5 587 176	6 110 388

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Indemnités de fin de carrière à verser	101 240
Valeur probable des indemnités à verser	69 370
Valeur actuelle probable des indemnités à verser	57 481
Dette actuarielle	10 900

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	3 235
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	3 235

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	591
Emprunts et dettes financières divers	644
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 771
Dettes fiscales et sociales	94 075
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	28 538
TOTAL CHARGES À PAYER	196 019

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	72 319
Autres créances	107 526
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	179 845

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés pour l'exercice à la somme de 3 600 €

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

	Coût d'origine	Dotations aux amortissements		Valeurs netes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL GÉNÉRAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

	Redevances payées à l'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	À l'ouverture de l'exercice	De l'exercice	À l'ouverture de l'exercice	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	5 033	5 033	13 959	44 985		
Immobilisations en cours						
TOTAL GÉNÉRAL	5 033	5 033	13 959	44 985		

EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2020 est de 11 salariés

SAS 4 EN 1

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

SA 4 EN 1

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la SA 4 EN 1

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

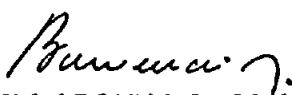
J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Fait à Joinville-le-Pont, le 2 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes,


Michel BONNEMAISON